PARIS · FONDS F. ZELLER · I.F.R.E.M.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an ..... 22 fr.
— 6 mois .... 11 fr.
Etranger, 1 an ..... 40 fr.
— 6 mois ..... 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La lutte ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

2e ANNEE — N° 40. — LE NUMERO : 50 CENTIMES.
VENDREDI 16 AVRIL 1937

"L'Angleterre est pour Franco", dit l'Huma.
L'U.R.S.S. et la France ne sont-elles pas pour l'Angleterre ?
PREMIER MAI de lutte pour briser LE BLOCUS Blum-Eden-Staline

Contre les lock-out, occupation de masse

Comment briser la provocation patronale

A peine terminées les grèves de juin par les capitulations, de Thorez-Jouhaux, nous avons averti qu'il fallait s'attendre à une vaste opération de provocation patronale pour mener la contre-offensive en vue de reprendre les conquêtes pourtant bien aléatoires des travailleurs. Nous avons averti que la tactique de conciliation et d'arbitrage obligatoire acceptée par tous les chefs du Front Populaire des radicaux (bien entendu !) aux communistes (puisque tel était le désir des radicaux...) ne manquerait pas de faire le jeu du patronat de combat. Peine perdue ! On nous a répondu par une campagne de diffamation, sans exemple de cette envergure dans le mouvement ouvrier mondial.

Cependant les nombreux lock-outs dont nous donnons par ailleurs une liste des principaux, viennent établir irréfutablement que telle est bien la réalité. Profitant de la démoralisation et de la division créé au sein des ouvriers par la politique de « la paix sociale » Stalino-réformiste, les patrons avec leur bandes de jaunes, protégés par la police de MM. Dormoy-Blum, selon « les lois » votés par MM. les députés du Front Populaire, passent à une action de provocation d'envergure nationale.

Par contre, une avant-garde ouvrière (nous donnons aujourd'hui l'exemple du Congrès des ouvriers peintres en bâtiment) réalise dans les faits toute l'ampleur de la trahison de la politique « de conciliation et d'arbitrage obligatoire », et s'oriente dans la voie révolutionnaire par la riposte, comme en juin.

Dans certaines boîtes, comme chez Lioré-Olivier, ainsi que nous l'avons vu, spontanément les ouvriers trouvent la juste solution : riposte de masse cohérente, l'occupation de masses.

Ainsi, par leur exemple, les meilleurs ouvriers répondent à la question que se posent leurs frères, dupés, trompés, trahis : comment résister et contre-attaquer ?

Bien entendu de telles actions, dirigées directement contre les fascistes et les capitalistes, se heurtent à l'hostilité irréductible des radicaux (lesquels donnent même le ton à la réaction) et par conséquent de leurs laquais les chefs « socialistes », syndicalistes, « communistes ». Ainsi, M. Chautemps dénonce avec violence la riposte des travailleurs des Gourmets, tandis que la direction syndicale fait tout ce qu'elle peut pour assurer leur défaite.

Que ces messieurs en soient à se disputer sur des histoires de drapeaux (d'ailleurs tricolores), cela montre bien où est la divergence. Elle n'est pas entre la direction du F. P. et la bourgeoisie, mais entre cette dernière et les ouvriers.

C'est évident : les ouvriers qui veulent consolider les conquêtes de juin dévorées par la bourgeoisie, qui veulent aller de l'avant, ne peuvent plus compter sur la direction du F.P. qui est contre eux. Ils doivent se forger eux-mêmes une nouvelle direction de leurs luttes. Cela n'est possible que par leur réunion en Comités d'usine, leur contrôle vigilant des délégués, la réunion de ces délégués, la préparation d'un plan de riposte par l'occupation d'usine généralisée, la liaison et la coordination constante entre les travailleurs des mêmes branches par le Congrès des délégués. Ainsi se vérifieront dans la lutte, les meilleurs dirigeants, les plus fidèles à la volonté révolutionnaire des masses, les plus clairvoyants.

Le P.O.I., en participant aux luttes, entend apporter le maximum de clarté et d'organisation; il travaille par là même à la construction de l'Etat-Major révolutionnaire des masses, indispensable pour éviter la défaite et préparer la victoire.

A l'occasion du Premier Mai, il faut préparer un redressement hardi, un renversement complet de la vapeur. A bas la collaboration de classes avec la bourgeoisie, et ses représentants les chefs radicaux ! Vive la lutte de classe ! Vive l'occupation de masse pour imposer les conquêtes de juin, amélioration des contrats collectifs, l'échelle mobile, l'application intégrale des 40 heures, et leur sauvegarde, le contrôle ouvrier, à commencer par le contrôle sur l'embauche.

Seulement en s'orientant dans cette voie, on préparera le Gouvernement des masses : *le Gouvernement ouvrier et paysan.*

LE FAIT de la semaine

L'Election de Bruxelles

Les élections de Bruxelles se sont terminées le 11 avril par un succès « triomphal » de Van Zeeland, et un échec « cuisant » pour Degrelle. Van Zeeland groupe 276.000 voix des Catholiques, Libéraux, Socialistes et Communistes. Degrelle additionne les voix rexistes et nationalistes flamandes, 69.000. En définitive, le scrutin marque un recul de Rex-V.N.V. (de 85.000 à 69.000) et une avance de la coalition gouvernementale (qui gagne 25 à 30.000 voix).

Toute la presse du Front Populaire interprète ce résultat électoral comme un recul... de Hitler. C'est-à-dire qu'elle le considère au fond comme une victoire de la coalition militaire des « démocraties », c'est-à-dire aussi un succès à l'actif de l'Etat-Major.

Mais *personne* ne songe à poser la seule question qui compte : qu'est devenue là-dedans *la classe ouvrière? Qui a défendu les intérêts des masses laborieuses, et comment?* Nos camarades belges du P.S.R., peuvent aujourd'hui mesurer l'erreur incommensurable qu'ils ont commise en se plaçant, eux aussi, sur le terrain du dilemne fameux qui a mené le prolétariat allemand à la défaite : assurer la ruine du fascisme en appuyant... ses concurrents bourgeois.

La victoire de Van Zeeland, cela ne signifie nullement la défaite du fascisme, pas plus que la victoire de Blum ne signifie la disparition de La Roque et Doriot. Pour la simple raison que Degrelle et Doriot, La Roque ne peuvent être définitivement vaincus que par vue *offensive de classe.* Et non pas une offensive parlementaire, mais une offensive dans la rue et dans l'entreprise. Quand les ouvriers parisiens chassaient la maîtrise fasciste des *usines* après Clichy, ils faisaient plus pour la disparition réelle du fascisme que lorsque les partis ouvriers viennent ajouter leurs bulletins à ceux des coffres-forts et des bénitiers, comme à Bruxelles.

Van Zeeland, stigmatisé depuis long-temps comme un agent patenté des Banques, un imitateur de Dollfuss et de Salazar, est parvenu à utiliser une certaine conjoncture économique favorable (en grande partie à cause des dépenses d'armements et la reconstitution des stocks).

Lire la suite page 2

Pour un Premier Mai de contre-offensive contre le grand Patronat

Nous avons déjà déjà souligné à maintes reprises que la politique de conciliation menée par les directions de la C.G.T., du Parti Socialiste et du Parti Communiste laissait le champ libre à la contre-offensive patronale. En particulier le patronat amorce toute une offensive de lock-out pour réduire la volonté de combat des ouvriers.

Lock-out chez Geoffroy-Delaure à Asnières depuis quatre semaines ;

Lock-out à la Compagnie Continentale des Compteurs, à Colombes;

Lock-out de 2.000 chauffeurs pour la Citax;

Lock-out depuis huit semaines chez Alba;

Lock-out des ouvriers du Bourget.

Lock-out aux Gourmets dans le XVe. Etc., etc., etc.

Dans de nombreuses usines de la métallurgie, comme chez Rateau et ailleurs, des bruits de lock-out courrent.

C'est ainsi que les 200 familles, à la veille du Premier Mai, se préparent à briser les travailleurs.

C'est pourquoi, les travailleurs prépareront, pour un Premier Mai de lutte de classe, UNS RIPOSTE MASSIVE.

A BAS LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE !

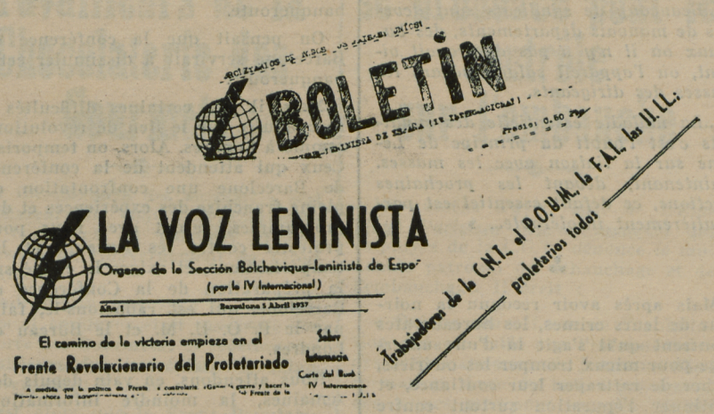
CONTRE LES LOCK-OUTS, OCCUPATION DE MASSE !

ORGANISONS LA RESISTANCE PAR NOS MILICES, DANS L'USINE ET DANS LES LOCALITES.

CONTROLE OUVRIER PAR LES COMITES D'ENTREPRISE !

675 Jours de prison aux volontaires !

Blum continue à bien servir Franco. Le blocus n'est pas une illusion. Les volontaires arrêtés ces dernières semaines viennent d'être condamnés. Le capitaine a trois mois de prison sans sursis. Les 25 camarades à 15 jours chacun. Il n'y a sur ce plan-là, non plus, pas de « pause ». De son côté la Cité de Londres renonce à faire escorter ses navires dans les eaux espagnoles, c'est-à-dire accepte le blocus difficile la fameuse théorie des démocrates contre le fascisme. Non seulement les fameuses démocraties pratiquent dans leurs colonies (voir les Indes et l'Afrique du Nord) une politique qui n'a rien de différent d'une politique fasciste mais encore, comme l'Angleterre le démontre une fois de plus, elles peuvent s'entendre fort bien avec le fascisme. La Cité de Londres n'a aucun intérêt au triomphe de Bilbao. *L'Humanité* verse des pleurs à ce sujet. Mais n'est-ce pas la conclusion logique de leur alliance avec les « pacifistes » et les démocrates à la lord Cecil, alliance substituée à l'action révolutionnaire des ouvriers.



La Voz Léninista, le journal de nos camarades B.-L. d'Espagne

Les événements récents d'Espagne infligent chaque jour de vigoureux démentis à la politique stalinienne. Nous l'avons vu dans le dernier numéro au sujet du fameux mot d'ordre : « Gagner la guerre ».

L'attitude de l'Angleterre rend bien de la révolution espagnole. Il s'agit simplement de marchander avec Franco. Les mesures réactionnaires prises par Valence et Barcelone sous l'instigation des Staliniens ne rassurent pas encore ni Londres ni Paris. Pour le plus grand bien de la classe ouvrière de ce pays il lui est donné avant d'être engagé dans un conflit de rapprocher la théorie des démocraties contre le fascisme des faits. Une telle confrontation ne peut l'amener qu'à rejeter cette politique de trahison.

La vérité sur l'assemblée d'information S.F.I.O.

Sous les cris de "A bas les 2 ans" "Dormoy, démission !", Blum avoue son désarroi et sa faillite

(*Notes d'un témoin*)

Le vendredi 9 avril, les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise du Parti Socialiste avaient organisé une conférence préparatoire au C. N. du 26 avril, ouverte aux seuls membres du Parti Socialiste.

A 21 heures, au gymnase Huyghens, près de 5.000 militants du P.S. attendent l'oraison de Blum, peu de prolos dans cette foule, à peine un septième,

la majorité est nettement bourgeoise ou petite bourgeoise, formée de petits commerçants et d'employés. L'arrivée de Marceau Pivert est saluée d'une ovation assez forte, puis arrive Paul Faure et enfin Blum qui déchaîne l'enthousiasme hystérique des réformistes qui hurlent « Vive Blum ». L'Internationale retentit, la séance est commencée...

La première partie du rapport de Blum est écoutée dans un silence profond, coupé de temps en temps par des applaudissements ou des salves de « Vive Blum », émanant de la majorité petite bourgeoise.

Blum souligne la différence entre l'exercice du pouvoir dans le cadre de la légalité républicaine et la conquête du pouvoir par le P.S. Il rabache la formule achevée de la trahison réformiste.

Puis Blum en arrive à expliquer « la pause » qui, dit-il, ne peut être, en aucun cas considérée comme un échec du Front Populaire..., d'ailleurs, la reprise est un fait certain, acquis par l'accroissement du pouvoir d'achat des masses.... A ce moment, la base prolétarienne proteste, et on crie « et les chômeurs ? » Blum réplique alors qu'il est un rapporteur impartial (*sic*)...

Au sujet de l'emprunt de Défense nationale, et des demandes de vote de crédits militaires importants, Blum commence à dire « qu'il fallait supporter les conséquences de l'instauration en Allemagne du service de deux ans ». A ce moment, la base des prolos se déchaîne violemment, et ils

scandent « A bas les deux ans », appuyés par près d'une moitié de la salle. Blum est interdit, la tribune des officiels s'agite avec inquiétude et le tumulte augmente. L'autre moitié de la salle crie « Vive Blum », il y a des coups de sifflet, Blum de plus en plus nerveux ne parvient qu'avec peine à pouvoir se faire entendre, d'ailleurs à partir de ce moment, l'atmosphère restera houleuse, et la salle divisée en deux fractions, l'une ne sachant que crier « Vive Blum » et l'autre manifestant parfois violemment son mécontentement.

Dans le calme relatif, Blum clame qu'il est venu pour rendre compte de son mandat, et qu'au sein du Parti Socialiste, toutes les opinions peuvent s'exprimer... Cela provoque une nouvelle explosion de colère d'une partie de la salle qui crie : « A bas la guerre », le clan blumiste reprend son « Vive Blum », des altercations entre voisins éclatent, et Blum paraît de plus en plus surpris et coléreux.

Blum défend la nécessité des crédits de guerre, la salle reste très houleuse, aussi, pour mettre tout le monde d'accord, Blum crie « qu'il ne renoncera jamais à l'effort de désarmement universel ! »... Ce qui montre bien que ce mot d'ordre sert de couverture au patriotisme.

Ensuite, Blum parle du Sénat... Aussitôt on crie « Dissolution !». Le silence revenant, Blum dit « qu'il ne faut pas donner de secousses violentes à l'économie privée, mais qu'il faut des ménagements », cela rend à nouveau la salle houleuse, Blum en

appelle alors à sa franchise et déclare, les larmes dans la voix qu'au prochain C. N., si le parti le voulait, il abandonnerait le pouvoir... Il profite du moment d'étonnement que produisent ces paroles pour faire l'apologie de la politique financière du gouvernement... ce qui lui permet de conclure que « les capitalistes n'avaient aucune raison de refuser le financement de l'emprunt de Défense nationale, puisque toutes les garanties possible leur étaient données; Blum s'empresse d'ajouter : « Que d'autre part, au moment même du lancement de l'emprunt, nous avons affirmé que le Programme du Rassemblement Populaire restait le nôtre »....

Blum en arrive aux événements de Clichy. « Le drame de Clichy, dit-il, est arrivé quelques heures après le succès de l'emprunt de Défense nationale... Clichy a été la catasdtrophe ! De l'œuvre que nous avons menée ensemble, il y a maintenant quelque chose de taché... Le gouvernement, dit Blum, n'a pas commis une faute... A ceci une bonne moitié de la salle ré-

Lire la suite page 2.

Pour La Lutte Ouvrière

Veux-tu nous aider ?

★ ★

Camarades ! Pour le soutien de la lutte ouvrière, nous renouvelons inlassablement notre appel. Nous ne vous cachons pas nos lourdes difficultés.

Quel est le travailleur d'avant-garde qui ne sent pas la nécessité d'aider notre journal, né dans les grèves de juin, représentant de la tradition bolchevick-léniniste du monde entier, de la IVe Internationale en France, pour cela même objet de sa sixième inculpation par Blum ?

Camarade, tu dois dès maintenant mobiliser tous tes amis pour assister à notre grande fête cinématographique pour aider *La Lutte ouvrière*, le jeudi 29 avril.

Mai dès maintenant, et indépendamment de l'aide que tu viendras nous apporter à cette fête (prix 5 francs), il faut te joindre à la liste des souscripteurs.

Il faut que chaque camarade prenne exemple sur les sacrifices consentis par certains militants, pour faire plus et mieux.

A l'occasion de la soirée d'aide à *La Lutte*, préparons des souscriptions massives. Que tous nos amis, sachent qu'un soutien purement platonique, c'est aujourd'hui la trahison !

Le Jeudi 29 AVRIL à 20 h. 30 ★

Pour la Lutte Ouvrière 6 fois inculpée par Blum-Daladier
Pour aider l'organe de la 4e Internationale
GRANDE SEANCE PRIVEE DE CINEMA
Au programme DEUX GRANDS FILMS SOVIÉTIQUES
(Octobre Le train Mongol)
Prendre les cartes d'invitation à notre local, 15, passage Dubail (10e)

Salle SUSSET 186, quai de Valmy ★

LES LUTTES INTERNATIONALES

En Belgique

On ne bat pas le fascisme en votant pour le coffre-fort et le goupillon

(Suite de la page 1)

ais en Belgique, comme en France ou aux Etats-Unis, cette « reprise » elle-même ne fait que fournir la base de contradictions plus profondes des classes.

Et le courant fasciste, en particulier dans les classes moyennes, se nourrit de cette persistance de la politique capitaliste. Trompées, trahis et bafoués par leurs chefs, les travailleurs Bruxellois ont montré par leur vote, que Rex ne leur offrait aujourd'hui aucune solution. *Mais justement à cause de cela, c'est un double crime de ne pas leur avoir donné la possibilité de se compter sur le nom d'un candidat ouvrier !*

La tactique du P. O. B. ne pouvait étonner personne. Vandervelde agit comme Otto Braun. Les Staliniens belges, bien que repoussés du pied par Van Zeeland, ont aussi rejoint la tactique du « moindre mal » qu'ils stigmatisaient d'une façon si virulente en 1932. Cela non plus ne pouvait étonner personne.

Mais ce qui a profondément surpris l'avant-garde de la classe ouvrière *internationale*, c'est l'attitude prise par le Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique. La majorité du parti (c'est-à-dire la Fédération du Borinage) a développé des points de vue qui, s'ils ne sont pas combattus avec la dernière énergie, mèneront à bref délai le parti à sa perte.

Le camarade Dauge a montré à ce propos, par ses articles de la *Lutte ouvrière belge*, que la tactique léniniste ne s'assimile pas sans des épreuves nombreuses. Le P.S.R. traverse une épreuve de cette sorte, et le Bureau pour la IVe Internationale et le P.O.I., qui ont condamné sans équivoque la grave faute du P.S.R., s'efforceront d'aider nos camarades à la surmonter avec profit.

Les arguments de la majorité du P.S.R. ne diffèrent en rien *de ceux de la social-démocratie*, il faut l'avouer. Les ouvriers, nous dit-on, « ne comprendraient pas » qu'on ait l'air de distraire des voix qui pourraient servir à « battre Rex ». En outre, nous retirerons ainsi des mains des Staliniens l'arme de la calomnie, ces messieurs nous accusant d'être, avec un candidat « de division », les agents de Rex.

De pareils arguments sont de pures capitulations, à l'avance, devant l'ennemi. Il est clair que le courant « démocratique », plein d'illusions parlementaires, etc..., domine encore dans la classe ouvrière. Mais il faut savoir aller *à contre courant*, avec l'avant-garde.

Degrelle, lui, ne s'est pas fait faute d'annoncer le vote du P.S.R. comme une main-mise destrotskyste sur Van Zeeland. Au fond, Degrelle ridiculisait ainsi nos camarades, comme il ridiculisait le P.C.

Parler de « battre Rex » dans une élection, c'est ne rien comprendre à la dynamique des forces en lutte. Pour battre Rex, il faut organiser une offensive *de classe*, et appeler les ouvriers à se prononcer sur des solutions de classe.

Nous sommes assurés que les forces internes du P.S.R., suffiront avec l'aide internationale, pour tirer de justes leçons de l'élection, condamner l'erreur commise, et se redresser dans la voie marxiste-léniniste. L'étonnement — pour ne pas dire plus — provoqué dans nos rangs, et chez les principales sections de notre mouvement, par la position du P.S.R. belge, nous montre précisément quelle est la valeur inestimable de notre mouvement bolchevick léniniste, pour l'éducation mutuelle, pour assurer les redressements nécessaires et les progrès cohérents.

Notre *Lutte ouvrière* a été le premier journal à apprendre aux anarchistes qui sans compter quelques groupes parasites stériles, ont fait des gorges chaudes de la position du P. S. R., quelle erreur avait été commise par la majorité de nos camarades belges.

Entre cette erreur grave sans doute, et la position qui consiste à être les ministres « anarchistes » de la néo-république bourgeoise d'Espagne aux côtés des libéraux bourgeois espagnols, à dissoudre avec eux, les éléments du pouvoir ouvrier (Comités), à reconstituer l'armée bourgeoise, vous accorderez qu'il y a une différence, qui devrait inviter les camarades anarchistes à une certaine modestie. D'autant plus que les anarchistes espagnols avaient eux aussi voté, pour les libéraux espagnols. Mais une autre différence non moins négligeable consiste en ceci : Les bolchevicks léninistes ne se taisent pas sur les fautes de leurs amis. Ils disent ce qui est.

Au contraire, les anarchistes (amis de la C.N.T.), et aussi les centristes (amis du P.O.V.M.), eux couvrent toutes les trahisons et les approuvent. Par la même, ils n'en tirent rien d'autre que de nouvelles chutes, et ils desservent l'avant-garde. En disant la vérité marxiste, y compris sur nos amis, nous montrons en quoi réside la force essentielle de notre mouvement : Par la critique mutuelle, par la collaboration honnête, assurer la garantie du redressement des erreurs possible, et la construction permanente de l'Internationale révolutionnaire du prolétariat, la quatrième.

Ce qui est terrible, ce ne sont pas les faux-pas, mais l'obstination à rester dans l'ornière. C'est la grande leçon de Lénine, que la Quatrième Internationale a faite sienne et c'est pourquoi elle vaincra.

Le P.O.U.M. va-t-il reprendre la répression contre les « Trotskystes »

Tous les bolchevicks-léninistes ont été vivement indignés en lisant en placard dans le journal des J.C.I. (Jeunesses du P.O.U.M.), une note du Comité exécutif déclarant que le camarade Hubert Lentze (suivait tout son nom) était exclu « pour faire un travail fractionnel trotskiste dans nos sections du front de Huesca ». Ce camarade était membre du Comité de la J.C.I. de Quicena ,et membre du Comité politique du 2e bataillon de la division de Lénine.

Que signifie « le travail fractionnel trotskiste » ? sans doute l'explication honnête sur la base des faits que la participation du P.O.U.M. au Gouvernement qui a le premier fait reculer la révolution, que la politique du Bureau de Londres (Pivert, le s. a. p. et Cie), n'ont rien de commun avec le bolchevisme.

Nous donnons ci-après, pour qu'on puisse mieux juger, la lettre par laquelle le camarade intéressé juge l'acte tout à fait misérable dont il a été l'objet :

« Au Comité central de la J.C.I.

J'ai lu avec stupeur la nouvelle de mon expulsion de la J.C.I. Je proteste contre cette décision parce qu'il ne m'a même pas été donné l'occasion de me défendre. J'ai simplement appris mon exclusion par la presse et par conséquent je ne puis me considérer obligé par telle décision.

Il est particulièrement lamentable que mon nom ait été publié ouvertement dans la presse, contrairement à tous les usages, de sorte que ma famille qui vit en Allemagne est exposée ainsi aux représailles. Je croyais jusqu'à ce jour que de telles méthodes étaient le monopole des dénonciateurs stalinistes.

Je suis obligé de penser que la direction de la J.C.I. poursuit avec mon exp[illegible] avec toute publicité, un objectif politique, consistant à se soumettre une fois pour toutes à ses alliés (et aux droitiers du P.O.U.M.) qui n'ont rien à voir avec le bolchevisme-léniniste.

Herbert LENTZE,
Membre du Comité de la J.C.I. de Quicena; Membre du Comité politique du 2e Bataillon I.R. Division Lénine (élu à l'unanimité).

P. S. — *Il serait plus important d'expulser du P.O.U.M. la fraction brandlérienne (pour la IIIe Internationale, défenseurs des procès de Moscou). Ces gens-là sont commissaires politique du P.O.U.M. et collaborateurs de sa presse !*

●

Tous les amis des héroïques combattants du P.O.U.M., qui le défendent publiquement et nettement contre la répression staliniste, les véritables amis qui disent la vérité sur les lourdes fautes (à l'encontre des centristes alliés des réformistes et des stalinistes, qui entretiennent cette atmosphère d'autofélicitation qui plaît tant aux bureaucrates vaniteux !), protesteront avec nous contre cette décision inqualifiable.

Protéger les alliés des assassins de Moscou, expulser les léninistes, cette attitude est criminelle, et nous commençons par la signaler à tous les ouvriers d'avant-garde.

Elle explique toute une politique passée, et sa persistance interdirait à jamais tout redressement possible de cette politique funeste, qui n'a d'ailleurs pas fait l'objet de la moindre auto-critique léniniste.

Au contraire, ce sont ceux qui veulent un redressement hardi qui sont expulsés. Les dirigeants centristes se doutent-ils des conclusions graves qui découlent de tels actes ? ou agissent-ils par esprit de panique ?

Nous allons l'éprouver prochainement.

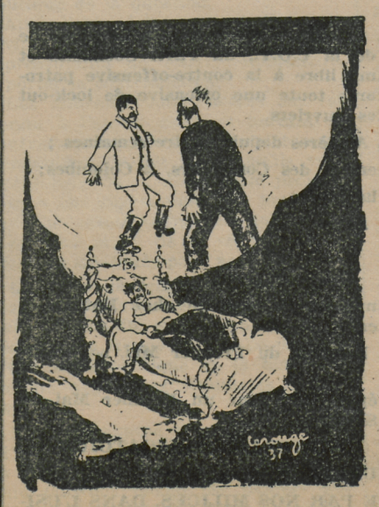
Contre les crimes de Staline aidez la commission d'enquête

Après l'arrestation, comme le plus corrompu des hommes de Yagoda, beau-frère de Staline, l'homme de l'appareil pendant des années, voici le tableau que donne d'elle-même la bureaucratie :

Extrait de la *Pravda du 8 avril 1937 (éditorial)* :

«...La maladie essentielle de l'appareil syndical, ce sont actuellement les méthodes bureaucratiques de direction, le mépris à peu près général des principes de la démocratie intérieure, la négligence des intérêts et des revendications des syndiqués. La substitution de la pratique de la cooptation et de la nomination des organes dirigeants, l'absence de comptes rendus réguliers de mandat, la rareté des assemblées générales, la perte du goût pour le travail éducateur, la surdité politique envers les signaux des ouvriers et des employés, tout cela montre combien la rouille bureaucratique est ici profonde.

...En novembre 1935, lors de l'assemblée des militants syndicaux de Moscou, les dirigeants syndicaux



avaient promis d'améliorer leur travail. Mais, ils n'ont pas tenu leurs promesses. Un an et demi est passé et si la situation a changé, c'est vers le pire.

La découverte après cela de nids entiers de criminels et de bureaucrates discréditant les syndicats en Ukraine, en Russie lBanche et dans d'autres régions offrit une nouvelle occasion pour émouvoir l'impassibilité bienveillante des dirigeants syndicaux. Mais ces signaux ne furent non plus pas entendus. Enfin, ces derniers temps on découvrit dans l'appareil syndical des ennemis directs du peuple, des restaurateurs du capitalisme, qui s'étaient emparés de postes de commande. Même ce fait n'engagea pas les dirigeants à sortir de leur inactivité. A la dernière assemblée des militants syndicaux, les dirigeants se sont encore accusés, mais ils n'ont proposé aucun programme concret pour modifier la situation créée...

...Beaucoup de syndicats sont devenus de mauvais départements, des bureaux où il n'y a pas de travail vivant, où l'appareil salarié sépare les masses des dirigeants.

...La maladie essentielle des syndicats c'est l'oubli du principe de Lénine sur la liaison avec les masses. Maintenant, devant les prochaines élections, ce défaut essentiel est particulièrement intolérable... »

⁂

Mais après avoir reconnu la noirceur de leurs crimes, les bureaucrates montrent qu'il s'agit là d'un subterfuge pour mieux tromper les ouvriers, tâcher de rattraper leur confiance, et continuer l'épuration surtout contre les révolutionnaires.

C'est pourquoi, les travailleurs ne doivent point se laisser émouvoir par ces comédies, sur lesquelles la presse stalinienne de France est muette, car cela donnerait une mauvaise opinion de « leur » socialisme » dans un seul pays et une confirmation éclatante de nos idées.

Au contraire, il faut redoubler l'action publique contre les crimes de Staline, comme seul moyen d'éviter les futurs assassinats.

Il faut aider la Commission d'enquête sur les procès de Moscou, dont le centre est à New-York, et qui avec des personnalités comme John Dewey, Dos Passos, Eastmann, Normand Thomas, commence son travail d'éclaircissement.

Déjà une sous-commission est allé à Mexico pour recueillir la déposition de Trotsky. Le Comité d'Enquête de Paris nous informe qu'il approuve chaleureusement cette initiative, et qu'il délèguera un de ses membres pour participer aux sessions plénières de la Commission de New-York.

Tous les travailleurs doivent suivre avec la plus grande viligance et appuyer de toutes leurs forces les efforts des représentants d'organisation ouvrières de toutes tendances, et d'intellectuels éminents, pour que triomphe la vérité.

Ainsi ils contribueront à sauver du bourreau, les opposants au bonapartisme stalinien.

Premier Mai de Solidarité avec les esclaves Coloniaux

A bas les ministres radicaux qui exigent la répression contre les travailleurs d'Afrique du Nord, dans la famine !

Le sous-secrétaire d'Etat, Aubaud, vient de faire d'importances déclarations sur la politique du Gouvernement Blum en Afrique du Nord.

« *Il s'agit de savoir si nous voulons garder l'Algérie. Des mesures d'exception sévères sont indispensables pour enrayer l'action des agitateurs de tous ordres. Cette politique d'autorité je l'ai faite mienne. Elle s'identifie avec celle du Gouvernement.* »

Quels sont les agitateurs que le Front Populaire veut poursuivre ?

Par des actes le Gouvernement nous a répondu. Il a dissout l'Etoile Nord Africaine, le Comité d'Action Marocaine, il a poursuivi les représentants d'El Ouma, il a décoré les fusilleurs de Metlaoui, après les bagarres de Bel-Abbès ou deux ouvriers sont morts il a relâché les fascistes arrêtés et emprisonné deux militants ouvriers, dans toute l'Afrique du Nord, de Tunisie au Maroc il a fait tirer par ses troupes contre les grévistes. Tel est le bilan. Les agitateurs qu'il faut réprimer ce sont les militants ouvriers. Parmi les morts de Metlaoui on compte des ouvriers qui depuis quatorze ans travaillaient dans la mine. *Et c'est cette politique que maintenant on veut renforcer !!* Le sous-secrétaire d'Etat l'indique : « *Il est urgent d'opérer un redressement. C'est une question de poigne.* » S'agit-il d'un gouvernement Laval ? Non. *Cette politique est celle du Gouvernement socialiste-radical Léon Blum, soutenu par les votes massifs et par la prose des staliniens.*

Pendant ce temps, on ne touche pas aux fascistes. *L'abbé Lambert*, maire d'Oran, est toujours à la tête du Rassemblement fasciste en Oranie et utilise sans aucune gêne l'appareil des municipalités pour organiser les ligues fascistes et préparer activement la guerre civile. Le P.P.F., le parti de Doriot développe tranquillement ses provocations. *Arrighi*, un des responsables des événements sanglants de février en Oranie continue en toute sérénité à préparer le complot fasciste. Le 21 mars, le Bureau africain du P.P.F. tenait une conférence. Il annonçait officiellement que sa fédération d'Alger comptait plus de 3.000 membres, 37 sections d'entreprises créés et 58 en voie de formation, 4 sections professionnelles (médecins, courtiers en vins, armements et accouage) fonctionnant normalement, 2 journaux d'entreprises. Dans le département d'Oran où le P.P.F. a provoqué le meurtre d'ouvriers, il comprendrait en dehors d'Oran, 15 sections et plus de 6.000 adhérents. A Oran-ville il compterait 9 sous-section dont 8 ont leur permanence propre, 12 sections d'entreprises et 20 en formation. En Tunisie, le P.P.F. grouperait près d'un millier d'adhérents. Au Maroc, il cherche à s'implanter dans les entreprises, à Casablanca, Rabat, Madagascar, Meknès, etc.

Les fascistes emploient toute les méthodes pour pénétrer dans les masses et faire leur œuvre de provocateurs. Dernièrement l'abbé Lambert renvoya arbitrairement 21 ouvriers d'un chantier pour les remplacer par des membres du P.P.F. Les 500 ouvriers de l'entreprise firent grève, se solidarisant avec les 21 révoqués tous chargés de famille.

Devant l'extrême misère des populations, le Gouvernement avait décidé une maigre distribution de grains. Les municipalités fascistes utilisèrent et utilisent ce moyen pour embrigader les Arabes affamés dans les ligues. A Legrand (Oranie) on ne distribue le grain qu'aux amis du maire fasciste. A Kristel, au lieu d'être distribué aux chômeurs il est donné aux gros colons (*sic*) qui s'en servent comme d'une arme politique. Ce qui se passe à Legrand et à Kristel se passe partout où les fascistes sont à la tête des municipalités. L'abbé Lambert refuse d'appliquer les décisions gouvernementales au sujet des salaires sur les chantiers. Les salaires européens devaient être remontés de 15 à 17 francs et ceux des indigènes de 12 à 15 francs. Il appliqua les instructions pour les salaires européens et n'augmenta que d'un franc les salaires indigènes. Par la suite il assura les Arabes qu'il leur accorderait 15 francs à condition de renoncer à la grève, c'est-à-dire de devenir des agents du fascisme.

On cherche à diviser ouvriers algériens et marocains. C'est ainsi qu'à Lourmel les colons refusent d'employer la main-d'œuvre algérienne et embauchent des marocains à des prix inférieurs. *Contre de tels faits le Gouvernement ne prend aucune disposition.* Bien au contraire. A Mercier-Lacombe (Algérie) il arrête 5 Arabes pour fait de grève. Les troupes fascistes agissent impunément. Le général Denain manifeste publiquement sa sympathie active au fascisme et va de son propre chef visiter le Duce en Syrie. A Meknès un officier fasciste, lieutenant du 7e R.T.M. traite publiquement Blum de « sale Juif » dont la « place est en Palestine ». Et le Gouvernement demeure toujours aussi silencieux. *Bien mieux il annonce une politique de poigne contre... les militants ouvriers.* Léon Blum pourra sans doute légitimer tout cela par des sophismes sur l'exercice du pouvoir et « l'occupation ». *Les ouvriers ne peuvent en tirer qu'une conclusion que lui-même et son gouvernement ont complètement trahi les intérêts de la classe ouvrière... Et cela en conséquence même de la collaboration de classe qui est à la base du Front Populaire.* Le Gouvernement Blum prépare la voie au fascisme. Il recommence l'expérience funeste du Front Populaire espagnol.

Quel est la situation en Afrique du Nord ?

Nous l'avons dit et répété ici : jamais encore la famine n'avait été aussi grande. De Tunisie au Maroc des bandes d'hommes mangent de l'herbe et crèvent sur les routes. A *Kaïrouan* 15.000 Arabes sont parqués et on leur donne chaque jour une poignée de maïs et un peu de sel et l'huile pour qu'ils puissent exister. Dans toute la Tunisie plus de 100.000 sont ainsi « secourus ». Et les autres? ceux qui n'ont même pas cela ! Pour ceux qui travaillent il en est de « privilégiés » comme les *chefs d'équipe* de Metlaoui qui gagnent 420 francs par mois pour des journées de dix et onze heures. Ce sont là les « meneurs » !! Dans les villes il en est de même. En Algérie par exemple, les ouvriers pâtissiers travaillent régulièrement 12 heures par jour et souvent 15 et 16. Ils ont le dimanche et lundi après-midi de repos. Mais le dimanche ils commencent le travail à trois heures du matin pour l'achever à midi ou à treize heures. C'est-à-dire qu'ils font 9, 10 ou 11 heures de présence. Le lundi ils passent 6 à 7 heures dans l'antre du patron. Et on appelle cela un repos hebdomadaire ! Le fasciste *Bordères* dut reconnaître, dans son rapport, que les salaires montent à 5 et 8 francs par jour (du lever au coucher du soleil). Et cependant la vérité n'est pas là. *Les salaires réels s'élèvent à deux, trois, quatre francs par jour. Dans le même temps en Algérie les denrées ont augmentées en huit mois de 50 %.*

Cette misère atroce entraîne dans de saines régions comme celle de Cas-saigne en Algérie, des épidémies de typhus contre lequel on ne fait à peu près rien.

De telles conditions poussent les masses dans une opposition de plus en plus violente au régime de voleurs et d'affameurs. Au Maroc, malgré l'interdiction, les ouvriers indigènes se groupent dans les syndicats et commencent des luttes de caractère proprement ouvrier.

En Tunisie les syndiqués passent en quelques mois de 2.000 à 30.0000. C'est une première étape extrêmement importante dans les luttes qui se préparent en Afrique du Nord.

La situation est extrêmement grave. MM. les radicaux associés aux socialistes et aux staliniens pour avoir « une France forte » montent un complot sanglant contre les masses ouvrières d'Afrique du Nord. Il est urgent que les révolutionnaires européens et arabes forment leurs comités, dressent leur milice. Il est urgent que les ouvriers de la métropole soutiennent pratiquement leurs camarades de Tunisie, d'Algérie et du Maroc.

Et la conférence de Barcelone

Où en est la préparation de la conférence de Barcelone ? Tous les intrigants sapistes, ou de l'I.L.P., effrayés à la pensée d'avoir à prendre position, sur la révolution espagnole, font tous leurs efforts pour l'étouffer.

Et la direction du P.O.U.M. préfère s'entourer de tels appuis, qu'accepter la collaboration loyale des B.L.

Pourtant le S.A.P., est devenu prostalinien, c'est-à-dire l'ami des ennemis mortels du P.O.U.M.

L'I.L.P. après un bloc de trahison avec les Stalinistes, est en pleine banqueroute.

On pensait que la conférence de Barcelone servirait à dissimuler cette banqueroute.

Mais, il y a certaines difficultés à se conduire sur le lieu de révolutions comme à Londres. Alors, on temporise. Ceux qui attendent de la conférence de Barcelone une confrontation en pleine franchise des expériences et des programmes, seront avec nous pour protester contre les lenteurs et les temporisations, et exiger la clarté sur la préparation de la Conférence de Barcelone, qui est rappelons-le, faite par le P. O. U. M. et le Bureau de Londres.

Nous attendons, en vain depuis des semaines, la moindre information, tandis que de notre côté nous avons déjà fait connaître tous les textes que nous soumettions à la discussion, sur l'U.R.S.S., sur la montée révolutionnaire, sur la révolution espagnole.

Salut à la Voz-Léninista

C'est avec la joie la plus fraternelle que les B.L. du monde entier, salueront la parution du premier numéro de *La Voz Léninista*, organe « de la section bolchevique-léniniste d'Espagne » (pour la IVe Internationale).

La section bolchevique-léniniste d'Espagne avait été dispersée par le passage déclaré de Nin et d'Andrade dans le camp du centrisme. Depuis nos camarades, aux prix de mille difficultés, n'avaient pu éditer que des bulletins et des tracts.

Cependant le programme de la IVe Internationale, s'imposera de plus en plus aux ouvriers avancés d'Espagne.

La Voz Léninista est le premier stade vers la résurrection des idées bolchevique-léninistes, qui se poursuivra malgré les abandons honteux et les répressions antirévolutionnaires.

Salut à *La Voz Léninista* !

En Indochine

A bas les bourreaux !

Le 13 mars, au petit jour, une expédition policière commandée par le célèbre Bazin, s'est livrée à une razzia dans quatre villages de la région de Cho-Moï .Les maisons furent fouillées de fond en comble. Les policiers dépités de ne rien trouver emmenèrent vingt habitants au poste de My-Hong. Ils procédèrent à un interrogatoire soigné à coups de matraques et de nerfs de bœuf. Plusieurs des victimes s'évanouirent. L'un d'eux, ranimé par les brutes, fut contraint de sauter sur des cailloux, les policiers hurlaient : « Aujourd'hui Godart part. Salue, mon cochon ! », stimulant le malheureux en lui appliquant leurs cigarettes allumées sur le visage. A l'une des victimes, les policiers pratiquèrent le « retournement du gésier ». Après avoir arrosé leurs opérations, les policiers emmenèrent leurs victimes en prison, sauf l'une d'elles qu'on dut conduire à l'hôpital.

Ces hommes ont été relâchés, brutalisés et meurtris; la police n'a pu invoquer aucun motif sérieux à leur arrestation. Mais le Bazin et autres qui tiennent la Cochinchine sous leur botte sont prêts à recommencer. Le gouvernement Blum-Moutet apparaît aux travailleurs indochinois sous le masque de Bazin. Mais les travailleurs de la métropole laisseront-ils toujours leurs frères coloniaux privés des libertés élémentaires, en butte à la chiourme colonialiste ?

Travailleurs de France, dans les syndicats, dans les usines, dans les chantiers, dénoncez les crimes du Go-u vernement du Front Populaire en Indochine. Exigez l'amnistie totale et immédiate, les libertés démocratiques et l'évacuation de l'Indochine.

Aidez le comité pour la Révolution Espagnole

LE COMITE POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE organise une campagne des meetings locaux, pour protester contre le Blocus qui étrangle la Révolution Espagnole.

Ces meetings se tiendront :

Mardi 20 avril, à 20 h. 30 : 12e.

Mercredi 28 avril, à 20 h. 30 : 17e, 100, rue Cardinet, au Globe.

Des meetings suivront dans différents arrondissements de Paris : 13e, 20e, etc., ainsi que dans la Banlieue Parisienne.

Dans chaque localité les camarades du P.O.I. et des J.S.R. doivent se mettre en rapport avec les camarades socialistes de la Gauche Révolutionnaire ou avec la Section Socialiste correspondante dans le cas où cette Section est adhérente au Comité, ainsi qu'avec les camarades de « Que Faire ? » et les camarades anarchistes, dans le but de préparer en commun les meetings prévus.

Notre camarade Alice Beaufrère est morte

Tous nos camarades qui avaient remarqué la belle activité de la nouvelle cellule J.S.R., n'apprendront pas sans douleur que la camarade Alice Beaufrère, la compagne de notre camarade Beaufrère, vient de mourir.

Le mouvement de la 4e Internationale perd une militante pleine de courage et d'entrain.

La précieuse solidarité de notre organisation doit permettre à notre camarade Beaufrère de surmonter cette très dure épreuve. *La Lutte Ouvrière* l'assure de toute notre fraternelle sympathie.

LES LUTTES OUVRIÈRES

Au Comité National de la C.G.T.

JOUHAUX

veut faire la Révolution avec le Capitalisme

Annoncé tous les jours dans la presse, sans communication de l'ordre du jour, le Comité Confédéral National de la C.G.T. s'est réuni lundi et mardi derniers.

Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. depuis 1910, a conduit d'un bout à l'autre les débats du C.C.N., au nom d'un Bureau confédéral unanime...

De ce Comité Confédéral National il se dégage essentiellement la contradiction qui existe réellement entre la politique réformiste de la direction de la C.G.T. et la volonté de lutte des travailleurs, cette dernière ayant été exprimée avec beaucoup d'atténuation, tout au moins dans les comptes rendus officiels, par Savoie (Alimentation), Capocci (Employés), Perrot (P.T.T.), Arrachard (Bâtiment) pour les fédérations.

Pourquoi cette contradiction s'accentue-t-elle au point d'être exprimée par des secrétaires de fédérations?

Il suffit pour répondre à cette question, de citer quelques extraits de diverses interventions de Léon Jouhaux, l'ex-ministre de la bourgeoisie française pendant la guerre impérialiste de 1914. Les discours de Jouhaux font en effet toujours « la loi » en matière de politique confédérale.

S'adressant au C.C.N., Jouhaux a précisé que « nous avons réclamé, car nous avons réclamé l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage... ». Conclusion, nous devons nous soumettre à cette loi. Mais il a ajouté :

« L'arbitrage est un compromis, et par conséquent il ne donnera jamais complète satisfaction aux travailleurs engagés dans leurs revendications. Cela aurait du être compris. Que cela ne soit pas compris de la masse, passe encore, mais que ce ne soit pas compris par les militants, voilà quelque chose d'extrêmement redoutable...»

Où allons-nous? S'inquiète alors Léon Jouhaux. Et pour éviter que la classe ouvrière (la masse qui ne comprends pas...!) engage de nouvelles luttes contre le patronat pour de nouvelles conquêtes, Jouhaux a bien précisé que les grévistes qui déclencheront eux-mêmes la grève « n'auront pas droit à la solidarité confédérale » et a déclaré ensuite « qu'il était indispensable que par ce moyen (la caisse de résistance confédérale) nous arrivions à réglementer non pas les grèves, mais la naissance des grèves... ».

Ainsi, après avoir fait la leçon aux membres du C.C.N., Jouhaux pouvait conclure à la nécessité de faire la révolution dans l'ordre... capitaliste naturellement.

L'ordre confédéral est de supprimer toute initiative à la masse exploitée qui doit se soumettre à la bureaucratie syndicale toute puissante ou crever de faim. C'est la démocratie à sens unique où les travailleurs doivent exécuter et se taire. Ainsi l'accord peut se réaliser de René Belin à Benoit Frachon pour la même politique de « paix sociale » par la conciliation des classes aux intérêts inconciliables.

Pourquoi ? Pour sauver le régime capitaliste menacé.

Mais Savoie, Capocci, Arrachard, réformistes traditionnels et néo-réformiste, expliquèrent à Jouhaux et au C.C.N. que les travailleurs de l'Alimentation, du commerce, du bâtiment, voulaient obtenir satisfaction à leurs revendications : 40 heures sans dérogation, échelle mobile, contrôle de l'embauche et de la débauche, etc... Comme disait Savoie, il n'y a plus moyen de freiner, si nous ne faisons rien, il y aura, qu'on le veuille ou non, une grève générale dans l'Alimentation. Et Capocci « les explications ne suffisent plus, il faut autre chose... » Et Arrachard de poursuivre : « Nous ne pourrons conserver ce que nous avons qu'en obtenant davantage. Il faut continuer l'œuvre commencée sans pause, ni recul... ».

Et Dumoulin (Nord) de dire : « L'avènement d'une politique nouvelle n'a ni changé, ni déplacé le capitalisme. Il est toujours debout. Croyons-nous, avons-nous cru que les réformes que nous lui imposons suffiraient à établir l'ordre? Le régime n'est pas parvenu à maintenir l'ordre; les réformes nouvelles ne le créeront pas non plus dans le cadre du régime. » Répondant à Jouhaux, Georges Dumoulin déclare : « Révolution dans l'ordre. C'est notre plus grand désir; mais il ne s'agit pas de l'ordre capitaliste. Il s'agit de l'ordre ouvrier, dans l'ordre prolétarien », et à cet égard, le mouvement syndical est gêné aux entournures par les classes moyennes et par la paysannerie. »

Ce qui amène Dumoulin à conclure: « Appliquons avec courage et sang-froid les conseils du secrétaire de la C.G.T. » Et voilà comment, après avoir touché le fond du problème, Georges Dumoulin appuie, dans les actes, la politique de briseur de grèves

de Léon Jouhaux qui veut sauver la démocratie bourgeoise et le capitalisme qui, l'un crée le fascisme et l'autre lui permet de se développer. Dumoulin, Jouhaux et les autres jouent habilement sur l'alliance avec les classes moyennes pour couvrir d'une explication, apparemment solide, leur politique d'union des classes ennemies, d'union sacrée entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Mais pour mener cette politique il faut « mettre au pas » les militants révolutionnaires et détruire l'organisation confédérale vis-à-vis des classes moyennes; c'est la Fédération des techniciens et ingénieurs qui s'est prononcée contre l'arbitrage obligatoire, pour le contrôle ouvrier, pour le maintien et la pratique de la tactique d'occupations de masses... et c'est une Fédération qui s'appuie essentiellement sur une couche sociale qui est partie intégrante des classes moyennes.

En juin, l'an dernier, Léon Trotsky écrivait : « La révolution française a commencé... », mais la bureaucratie syndicale de la C.G.T. ne veut pas la faire alors que les masses ouvrières veulent la faire, d'où cette contradiction qui mènera à des grèves de plus en plus abandonnées à elles-mêmes, sans direction, par les dirigeants syndicaux soumis à la politique staliniste-réformiste.

C'est pourquoi, pour lutter contre le patronat, contre le capitalisme, il faut une direction révolutionnaire du prolétariat : un parti prolétarien. C'est la tâche essentielle de l'heure, à accomplir par une participation cohérente et active aux luttes ouvrières qui surgissent.

Pour vaincre définitivement le fascisme, il faut détruire le capitalisme et instaurer le socialisme, disent les trotskystes.

A l'unanimité, le Congrès des ouvriers peintres en Bâtiment se prononce contre l'arbitrage obligatoire

Résolution sur la préparation du renouvellement du Contrat collectif adopté à l'unanimité, par le Congrès des Peintres en Bâtiment de la Région Parisienne qui s'est tenu le 10 et le 11 Avril, au 8, avenue Mathurin-Moreau.

Le Congrès des ouvriers peintres de la Région Parisienne, après étude de la situation faite à l'ensemble de la Corporation par les manœuvres patronales tendant à la non application du Contrat collectif, s'élève contre les procédés employés par les entrepreneurs en même temps que la licence laissée à ces derniers par les pouvoirs publics et ce, contrairement aux lois en vigueur.

Il souligne les dangers représentés par l'arbitrage obligatoire, loi prétendue sociale, qui tend à vouloir créer des conditions de collaboration entre le Capital et le Travail, dans une société qui, par l'appropriation des moyens de production dans les mains d'une minorité est génératrice de luttes et de conflits sociaux.

Il dénonce la duperie d'une soi-disant justice sociale dans les moments présents, alors (ainsi que le montre les exemples d'arbitrage même les plus récents) que seul, le prolétariat subit les conséquences néfastes de ladite loi par une diminution progressive de son pouvoir d'achat.

Il marque d'autre part, que les conditions faites aux ouvriers pour utiliser tous moyens d'action et même la grève afin d'obtenir satisfaction, sont en fait saper à la base par le caractère légal donné aux sentences arbitrales, les plus contraires aux droits légitimes des travailleurs, et fermés à toutes idées progressives et humaines.

Aussi, le Congrès considère comme une tâche des plus importantes du Syndicat, la mise en garde contre l'arbitrage obligatoire, la lutte contre les illusions créées par cette loi et la nécessité de la préparation idéologique des ouvriers peintres pour faire face à toutes éventualités.

Toutefois, le Congrès met en garde les ouvriers contre les théories tendant à fixer par avance l'action qu'ils pourraient être appelés à faire. Une telle conception restreindrait les possibilités de lutte des compagnons et les possibilités tactiques, lesquelles peuvent varier en raison de la situation au moment où les décisions sont prises.

Pour aboutir à l'obtention complète du contrat, le Congrès soumet à l'Assemblée générale l'accomplissement des tâches suivantes :

1° Dénoncer la nocivité de l'arbitrage devant les syndiqués, dans les organismes fédéraux et confédéraux et devant l'opinion publique.

2° La conquête des ouvriers par des réunions de propagande locales et d'entreprises et l'édition d'un numéro spécial du journal.

3° La vérification du fonctionnement des sections d'entreprises et locales, la liaison avec les syndiqués, travail de recrutement, fonctionnement des bureaux, l'activité des délégués, liaison avec les chômeurs, recherche de travaux.

4° La parution régulière du journal, considéré comme l'outil indispensable à chaque adhérent pour son activité quotidienne.

5° Le Congrès souligne qu'un des meilleurs moyens pour la préparation du renouvellement du contrat, réside dans la lutte quotidienne, pour l'application du Contrat actuel.

Enfin, il demande à l'ensemble des ouvriers de faire les plus grands efforts pour briser toutes les manœuvres patronales qui se font jour sous la forme de calomnies à l'égard des organisations syndicales ou des militants, et leur demande, face aux tentatives de leurs exploiteurs, de créer dans la corporation une atmosphère de camaraderie et de fraternité, indispensable dans une organisation prolétarienne, et gage de nos prochains succès.

Par cette résolution, les camarades délégués au Congrès des Peintres en Bâtiment, ont bien montré la voie de la lutte pour imposer dans l'immédiat l'amélioration du Contrat collectif. Il faut dénoncer par une lutte implacable la loi d'escroquerie et la politique de conciliation de MM. Blum, Thorez, Jouhaux, dont elle a été le fruit.

Dans le même temps, face à la provocation patronale et la tactique de démoralisation et de division des « chefs » du Front Populaire, unifions les efforts des exploités par les Congrès de délégués pour préparer la riposte sur les objectifs de lutte de classe : contre l'arbitrage obligatoire, pour l'échelle mobile, pour le contrôle ouvrier !

Contre la bureaucratie stalino-réformiste, les Techniciens ont tenu le coup !

La Fédération des Techniciens a eu l'audace de s'exprimer et de se déterminer librement, dans ses congrès, ses résolutions, sa presse, sur « l'arbitrage obligatoire », les « nationalisations » (*sic*) et autres bienfaits de la collaboration de classe.

On peut se représenter avec quelle loyauté et quel empressement les cliques réformistes et staliniennes se sont efforcées de la faire changer d'avis. Menaces, manœuvres, calomnies, torpillages dans les luttes, les arbitrages, tout est bon; à titre d'échantillons :

Ultimatum du Bureau Confédéral tendant à transformer la structure démocratique de la Fédération (Syndicats régionaux d'industrie ou inter-industries) en structure bureaucratique (syndicat national par industrie) sans même se préoccuper, ni des statuts, ni de l'avis des syndiqués.

Tentative de séparer des techniciens les employés d'industrie pour les envoyer à la Chambre Syndicale des Employés (Capocci), au mépris de leurs intérêts et de leur volonté.

Tentative de torpillage du plus fort syndicat de la Fédération (Métallurgie Région Parisienne), par des manœuvres et une propagande trompeuse auprès des ouvriers métallos, tendant à placer les techniciens, *immédiatement et sans discussion*, à la Fédération ouvrière des Métaux (Stalinienne).

Jusqu'ici, les techniciens ont résisté. Au Comité Confédéral de lundi, Bécat, secrétaire de la Fédération, rapporta la volonté exprimée la veille *à l'unanimité* des délégués et secrétaires de syndicats de tout le pays (même les staliniens...). Le C.C.N. a reculé, mais n'a pas lâché prise.

Les techniciens ont à mener contre le patronat des luttes particulièrement dures.

Puissent-elles les tremper fortement pour les combats à venir contre ceux qui se font, dans les rangs ouvriers, les agents indirects du même patronat !

La réunion des Conseils syndicaux de la R.P.

Pour la dissolution, Par les Milices !

A la suite de la répression policière sanglante de Clichy, faite pour protéger une réunion Croix de Feu contre les manifestations de la volonté ouvrière, les masses travailleuses ont réagi vigoureusement dans les entreprises et entrepris un « vidage » des éléments Croix de Feu, Doriotistes et autres du même genre. L'action directe de la classe ouvrière, unie pour le combat, a une efficacité réelle : les fascistes en ont heureusement ressenti les effets.

Le gouvernement annonçait alors, pour calmer la colère prolétarienne, la mise en accusation de La Rocque sur les bancs de la correctionnelle. Dans le même temps l'Union des Syndicats faisait une délégation à Léon Blum pour demander l'arrestation de La Roque et Doriot et la dissolution des ligues fascistes.

A cet effet, les Conseils syndicaux de la Région Parisienne se trouvaient réunis le mardi 13. Une résolution y était adoptée dans ce sens.

Mais maintenant que les ouvriers ont diminué leur action antifasciste de classe dans les entreprises, il semble que la presse quotidienne dite ouvrière a ralenti cette campagne. Une fois de plus les travailleurs sont trompés par des espoirs dans l'activité diplomatique de leurs dirigents syndicaux et du gouvernement, dont un des membres, Marx Dormoy s'est mis d'accord avec le Croix de Feu Ybarnégaray.

La « correctionnelle » et ses juges bourgeois sont durs pour les prolétaires, mais pas pour les La Roques...

Aux travailleurs eux-mêmes de poursuivre leur action de classe contre les fascistes pour imposer l'arrestation de La Rocque et Doriot et chasser leurs hommes des entreprises, des administrations.

L'Usine, du Comité des Forges peut dénoncer *La Lutte ouvrière*, ça ne changera rien, car notre journal exprime la volonté de la classe ouvrière en défendant ses intérêts.

Notre *Parti Ouvrier Internationaliste* répond par ses mots d'ordre d'action directe de la masse : pour briser et dissoudre les organisations fascistes, milices ouvrières, armement du prolétariat.

Chez les marchands à la sauvette

On nous communique :

L'action du Syndicat des Marchands à la « sauvette » a attiré l'attention sur la scandaleuse réglementation des marchés.

La situation risquant d'être dévoilée d'ici peu, les réactionnaires eux-mêmes ont senti la nécessité de jeter du lest, Prade, conseiller municipal, s'étonne tout à coup, qu'il faille, *trente ans* après un dépôt de demande, pour qu'un postulant à une place de marché reçoive une convocation.

Les partis dits de « gauche » trouvant là un moyen de s'ériger en champions de la propriété bourgeoise, ne vont certainement pas manquer de s'emparer de cette situation pour demander la révision de la réglementation des marchés parisiens et même la création de nouveaux marchés aux abords des centres nouvellements construits pour les postulants qui ne peuvent attendre 25 ou 30 ans pour gagner leur beefteack.

Un certain nombre de camelots et de marchands de quatre-saisons pourront être ainsi réintégrés dans la légalité bourgeoise en obtenant, avec une place sur ces marchés, le droit de gagner leur vie. Mais la bourgeoisie pourra prétexter de cette nouvelle réglementation pour accentuer les brimades contre ceux qui ne bénéficieront pas du nouvel état de coses et essayer de supprimer la vente sur la voie publique. Il y a d'ailleurs des précédents.

Les prolétaires devenus par la force des choses marchands à la « sauvette » en acceptant les avantages qui leur seront partiellement octroyés, ne devront pas se laisser détourner de leur ligne générale qui n'est pas seulement d'obtenir quelques bénéfices pour un petit nombre, mais d'arracher d'abord une diminution de la répression policière contre les marchands à la « sauvette » en général.

Un Marchand à la Sauvette.

Une brochure syndicale à lire

Nous publierons la semaine prochaine une analyse de la brochure que vient d'éditer la Fédération des Techniciens

MEMENTO DES DELEGUES L'ENTREPRISES.

Cette brochure contient toute la documentation utile pour les militants ouvriers dans les usines. Cette documentation est précédée par une utile introduction qui pose le problème du contrôle ouvrier, des délégués et des comités. Brochure à répandre. Commander à la Fédération des Techniciens, 80, rue du faubourg Saint-Denis.

Pour une solidarité active avec les travailleurs de la Chocolaterie des Gourmets

La Chocolaterie des Gourmets sert décidément de champ d'expériences aux tentatives du patronat et aux trahisons du Gouvernement de Front Populaire.

Jeudi matin une liste de 103 ouvriers et employés était placardée sur la porte des Gourmets; la réaction des travailleurs fut immédiate et saine, ils occupèrent l'usine.

C'est alors que le Front Populaire entra en « action ». Dormoy promet un arbitrage, naturellement, et les camarades, à contre-cœur, sortirent vendredi matin de l'usine qui fut « neutralisée ».

Le samedi matin, *la police, contenant les grévistes, protégea la rentrée de 140 jaunes.*

Un sabotage inouï s'ensuivit. Le stalinien Hénaff, secrétaire de l'Union des Syndicats, fit une rapide apparition, puis silence. Le secrétaire de l'Union locale du 15e, Bérody, quant à lui, répondit qu'il n'appartenait pas à l'Alimentation. Alors !!

Les journaux « dits ouvriers » se firent remarquer par leur silence presque complet.

Les abandons continuent. La dernière proposition, repoussée avec indignation par les camarades, est la suivante :

Le patron ne voulant pas céder, les camarades cégétistes non licenciés reprendraient le travail avec promesse (?!) d'arbitrage, dans les trois jours, et on demanderait que le patron accepte l'arbitrage.

Quant à la véritable solidarité ouvrière, il n'en est pas question et le mot d'ordre officieux de l'Union des Syndicats est : « Pas de mouvement de solidarité envers les Gourmets ».

La direction stalino-réformiste des syndicats cégétistes s'est montrée une fois de plus, le meilleur auxiliaire du patronat et du fascisme.

"L'EMPLOYÉ PARISIEN" se prononce pour le contrôle sur l'embauche

Le numéro d'avril 1937 de *L'Employé Parisien*, organe mensuel des employés de la C.G.T., dénonce le monopole patronal du débauchage et de l'embauchage. Il écrit :

« Qui ne connaît encore l'exploitation qui est faite par l'intermédiaire des petites annonces de journaux d'information. Avec de belles promesses, des jeunes gens sont engagés. Ils seront promus chefs de service, directeurs, etc; mais ils devront pour cela apporter un certain nombre de contrats. Pendant deux mois ils « tapent » leurs relations, leurs amis. Dès que le rendement baisse, la compagnie s'empare du portefeuille et jette le producteur à la porte, non sans souvent lui avoir fait signer à son entrée en fonction une lettre par laquelle il s'engage à ne plus travailler dans l'assurance.

« *Un contrôle total de l'embauchage et du débauchage apparaît donc comme nécessaire. Les patrons de l'assurance font agir leurs contentieux non seulement contre les assurés, mais aussi contre les employés.*

« La misère sévit trop dans notre profession, misère qui se cache et qui n'est que honteuse en voulant être digne. A côté trône un patronat puissant et riche et des administrateurs qui reçoivent des dizaines de millions par an.

« *Il devient donc nécessaire de prévoir des conditions très restrictives de débauchage, notamment dans la convention collective, qui gagneraient encore à être sanctionnées de peines sévères. Quant à l'embauchage, en outre du contrôle nécessaire des syndicats, il serait bon de rendre obligatoire l'appel aux bureaux départementaux de placement, jusqu'à complet épuisement des effectifs des chômeurs.* »

Pour leurs revendications immédiates, les Travailleurs des H C R B n'ont d'autres moyens que l'action révolutionnaire

A la demande du Syndicat des H.C.R.B., d'une augmentation générale des salaires et des minimums de garantie, de 25 %, les syndicats patronaux viennent de répondre par une fin de non-recevoir et ont refusé de nommer leurs délégués à la Commission d'arbitrage. Sans doute pensent-ils pouvoir agir de la sorte en spéculant sur une indifférence des travailleurs de l'industrie hôtelière. En quoi ils pourraient bien voir sous peu qu'ils se trompent lourdement.

Si la direction syndicale des H.C.R.B. est coupable pour son manque de *célérité* et de vigueur quant à l'agitation, il lui faut aujourd'hui bon gré malgré, si elle ne veut pas perdre davantage ses effectifs, passer à l'action.

Les employés des H.C.R.B. sont las, en effet, des promesses qui leur ont été faites et jamais tenues.

Tous sont intéressés à la suppression des bureaux de placement actuels. Il faudra bien que MM. les sénateurs se décident à voter la loi qu'ils font dormir dans leurs cartons. *Et ce sans modification régressive.*

⁂

Le personnel au pourboire, lui, attend toujours la suppression et un *salaire fixe vital à sa place.* Il faudra bien en passer par là, si l'on veut appliquer les 40 heures chez les garçons de café comme cela est indispensable à bref délai. Le ministère qui a adressé des circulaires dans tous les pays étrangers, disant que le pourboire est supprimé en rFance pour attirer les visiteurs à l'Exposition, s'il ne veut pas être stigmatisé comme un menteur, se doit de prendre ses dispositions rapidement.

Quant aux patrons, qu'ils sachent bien que les travailleurs des H.C.R.B. sont prêts à engager la lutte avec vigueur pour obtenir satisfaction. La récente grève des Naisons Dupont contre le renvoi d'un délégué, permet de se rendre compte que les H.C.R.B. sont comme les autres travailleurs, décidés à l'action (surtout si l'on considère les moyens employés chez Dupont pour le recrutement du personnel).

Que les patrons n'invoquent pas l'impossibilité financière, ils sont ceux qui réalisent les plus forts pourcentage de bénéfices.

⁂

Nous devons mettre en garde les camarades des H.C.R.B. de province qui seraient tentés de venir à Paris pour l'Exposition.

Il y a actuellement vingt mille chômeurs de notre industrie à Paris, qui n'auront pas tous du travail, loin de là. Ils risquent fort de venir grossir le rang des chômeurs, comme ils n'auraient pas le temps de résidence voulue, ils ne pourraient avoir d'indemnité. L'incertitude même de leur situation ne pourrait que constituer un danger à toute action éventuelle du syndicat.

GEDE.

LA VIE DU PARTI

Pour le Parti Révolutionnaire

Le groupe « Que faire » ?

Nous avons donné notre position sur la *Gauche Révolutionnaire*. Aujourd'hui faisons le point, en ce qui concerne « Que Faire ? ». La place ne nous permet point de longs développements que l'on trouvera dans un article du n° 3 de notre revue, *IVe Internationale*.

Le Groupe « Que Faire ? », n'entend être ni une tendance de la S.F.I.O. ou de la IIIe Internationale, ni un groupement de parti sur la base de la plateforme marxiste comme le P.O.I. Il est un groupement qui se propose de travailler dans les organisations de masse.

Nul n'est contre le travail dans les organisations de masses; c'est précisément une des tâches du parti. Mais pour réaliser ce travail avec fruit, il faut un parti.

Toute l'équivoque de « Que Faire? » qui végète, bien que parti avec de nombreuses liaisons dans le P.C., qui est divisé en plusieurs tendances contradictoires, provient de sa position initiale. Ainsi ce groupe oscille, s'adapte, n'a point de position définie, ne fait aucune opposition irréductible au réformisme et au stalinisme, bien qu'il s'en distingue, en un mot, offre les caractéristiques du groupe centriste.

Voyons-le rapidement, pour ses principales positions.

En Espagne, il s'adapta d'abord à la politique du P.O.U.M., et approuva la collaboration de ce parti avec la bourgeoisie.

Une fois le P.O.U.M. chassé du « gouvernement républicain », et l'ère de la répression ouverte contre lui, « Que Faire? » découvrit des caractères progressifs au Stalinisme espagnol, accusa le P.O.U.M. de se couper des masses et préconisa une politique d'adaptation sur le flanc gauche, à la « démocratie populaire » (approbation en fait de la militarisation bourgeoise, et des positions stalinistes fondamentales : guerre d'indépendance nationale, etc).

En France, « Que Faire ? » est hostile à une opposition irréductible au Front Populaire, est pour un Front Populaire de combat, contre le mot d'ordre « A bas les chefs radicaux et s'exprime par une politique que l'on peut qualifier: «Thorez à l'action! » En un mot « Que faire? », demande à une politique de trahison dans son principe, d'être plus conséquente « A l'action ! ». Le souci d'adaptation aux courants dominants, révèle tous ses dangers dans les crises aigues. C'est ainsi qu'au moment où déferla avec une violence sans précédent la vague du chauvinisme, lorsqu'Hitler toucha au Maroc « Que Faire ? » écrivit :

« Si demain, sous la pression ouvrière, le gouvernement du F.P., prenait des mesures efficaces contre l'action de Hitler en Espagne ou au Maroc, il devrait pouvoir compter sur le soutien du prolétariat révolutionnaire! C'est la promesse de l'union sacrée, que « Que Faire ? » justifie en transposant mécaniquement à l'époque de l'impérialisme, des positions de Marx sur « l'indépendance nationale ».

« Que Faire ? » se prétend bien en général, pour la création d'un parti révolutionnaire, mais comme on voit, n'entreprend rien pour le forger dans l'action et attend qu'il sorte tout armé d'un processus où ce groupe n'intervient pas, mais s'adapte passivement.

A ce groupe, qui contient des camarades qui peuvent être de bons éléments de cadre pour la direction révolutionnaire, à condition de s'orienter vers la IVe Internationale, s'adresse également notre deuxième lettre ouverte pour le parti révolutionnaire.

REGION PARISIENNE

ASSEMBLÉE D'INFORMATION

réservée aux syndiqués du P.O.I. et des J.S.R.

MARDI 20 Avril 1937

à 21 heures, 48, rue des Archives, Paris-3e

SUR

La situation politique et le Renouvellement des Conventions collectives

Rapporteur : BOITEL.

LOTERIE

Que tous les camarades qui ont entre les mains des billets de loterie de LA LUTTE les conservent. La semaine prochaine nous publierons les numéros gagnants.

A l'Assemblée d'information du Parti Socialiste

Suite de la page 1

pond « si », « oui ». Le tumulte reprend de plus belle, Blum semble un moment désemparé, on entend dans la salle « les milices ouvrières ». Ce cri fait bondir Blum qui hurle, en scandant chaque syllabe du poing : « Il ne faudrait pas parler de milices ouvrières ce soir, pendant que je traite ce sujet ».

Le tumulte croit, Blum continue son exposé, disant qu'il ne pouvait pas interdire la réunion de Clichy tant que l'arrêt des tribunaux sur les ligues ne serait pas rendu. La salle n'a pas l'air d'être de cet avis et le prouve par des cris... Blum explique alors qu'il avait reçu dans l'après-midi du 16, l'assurance des chefs de la police que le cortège des contre-manifestants serait éloigné du lieu de réunion du P.S.F....

Revenant au drame de Clichy, Blum dit : « Mon ami Dormoy... » C'en est trop, de partout fusent « Démission Dormoy », les blumistes et leurs « Vive Blum » ne parviennent pas à couvrir les « Démission Dormoy ». Blum paraît furieux, Marceau Pivert s'agite désespérément comme pour demander silence... Le tumulte ne cessera plus.

Blum avoue que le « souffle républicain » n'a pas encore passé dans toutes les administrations... Le tumulte redouble... Mais, crie Blum « c'est à la préfecture de police qu'on a républicanisé le plus les cadres », ce qui soulève un éclat de rire général ponctué de « Hou!... Hou!... ».

Blum assure qu'il « dit l'exacte vérité »... Il « ne peut donner aucun éclaircissement sur les événements de Clichy » ...« des fautes et des erreurs d'organisation peuvent d'ailleurs se produire et les morts de Clichy sont le résultat d'une erreur de la police ». Ces déclarations sont coupées d'interruptions violentes.

Enfin, Blum termine son rapport, il prétend avoir tout traité. « Et l'Espagne », crie-t-on dans la salle... Blum ne réplique pas, il dit « que l'on ne peut pas plus sortir du cadre européen, que l'on ne peut sortir du cadre capitaliste »... Enfin « il faut que l'unité se fasse à l'intérieur du Parti, et que les militants restent groupés autour de leurs chefs ».

La séance est terminée, Paul Faure lit un ordre du jour de confiance et de félicitations à Blum, accueilli par des ricanements et des rires et par les cris hystériques des blumistes...

La salle se vide...

Dehors, Marceau Pivert paraît mécontent et semonce vertement les responsables de la G.R.... La foule s'écoule, le petit groupe de la G.R. s'en va au Dôme pour voter une motion de capitulation,

La conclusion est claire : le désarroi de Blum est l'aveu le plus éclatant de la faillite complète de l'expérience de renflouement du capitalisme. Mais il veut cependant continuer dans la voie du crime contre les travailleurs. Avec lui tout l'appareil du Parti et comme couverture, le « gauche » Marceau Pivert.

Où est la place des ouvriers révolutionnaires qui sont encore sous les feux de la répression dans le P.S.? Hors de ce parti de trahison, et pour l'unité révolutionnaire avec les militants qui luttent pour la IVe Internationale !

Pour les 10.000 francs

Nous avons reçu cette semaine :

595 francs 50

Total des listes précédentes	5.200	»
C. de Conflans-Ste-Honorine	50	»
Sympathisants de Mantes..	35	»
Sympathisant n° 1 du 14e..	20	»
Sympathisant n° 2 du 14e..	20	»
Un camarade de Colombes..	5	»
L.F. du 15e.....	300	»
René	5	»
H.R.V. du 18e.....	10	»
Souscription David	27	»
Victor du 14e.....	2	50
Pour *La Lutte*, de Pierre D.	10	»
Phalange 13e	100	»
Phalange 14e	22	»
Phalange 20e	12	»
Total général.....	5.795	50

Encore un effort camarades et nous atteindrons les 10.000 francs !

Souscrivez ! Souscrivez !

J. S. R. (Région Parisienne)
Groupe d'Unité Révolutionnaire des J.S.

Grande réunion

DIMANCHE 18 AVRIL à 14 h. 30

Salle de l'Homme Armé, 44, rue des Archives

Pour une seule Jeunesse Révolutionnaire

Rapporteurs
Fred ZELLER
Comité Central des J.S.R.

Jean TESSIER
Membre exclu de la Commission Exécutive des J.S.

Ont été invités à cette assemblée :

Un orateur des J.C.

Un orateur des Jeunesses Anarchistes.

Le Camarade Weitz, secrétaire exclu des J.S. de la Seine.

Petite correspondance

Le fonctionnaire du Parti Communiste Italien qui, il y a quelque temps, s'est déclaré d'accord avec la IVe Internationale, est prié de prendre contact avec nous par les moyens qu'il connaît, pour des questions importantes qui le concernent.

●

Le camarade *Ben Amoun*, ancien membre du P.C. du 13e est prié de se faire connaître à la direction du journal ou d'envoyer son adresse pour affaire le concernant.

CERCLE MARX-LENINE
Café DUCLOT
Angle rue Legendre et Avenue de Saint-Ouen
Métro MARCADET-BALAGNY
Mardi 20 Avril, à 21 heures

L'IMPERIALISME DANS LA GUERRE QUI VIENT

par ROUSSET, du C. C.

Après la conférence, discussion.

Le Coin des Jeunes

Comment s'est formée la J. S. R. ?

L'entrée des bolchevicks-léninistes dans la S.F.I.O.

(1) *Après la grande défaite du prolétariat allemand en janvier 1933, et la trahison définitive et sans retour de la Social-Démocratie et du Parti Communiste allemand, on assista au sein du prolétariat international à une grande désillusion et à un scepticisme de plus en plus accentué en ce qui concernait les possibilités révolutionnaires de la IIe et de la IIIe Internationale.*

Avant le triomphe décisif du fascisme hitlérien, l'Opposition communiste de gauche (bolchevick-léniniste) avait lutté sur la plateforme du marxisme révolutionnaire et pour le redressement de l'Internationale Communiste. Aux yeux de l'Avant-Garde prolétarienne, la défaite sans lutte du Parti Communiste allemand marqua la trahison et l'effondrement définitifs des staliniens, incapables de tirer avec profit la leçon de cette expérience désastreuse et marqua l'impossibilité de redresser l'I.C.

Désormais une seule voie progressive s'ouvrait : reforger sur la base des diverses expériences des victoires et des défaites sanglantes du prolétariat : le parti mondial de la révolution, la IVe Internationale, *qui renouerait les traditions historiques des luttes ouvrières.*

Les défaites du prolétariat mondial donnèrent naissance à la formation de courants centristes tels que le S. A. P. en Allemagne, l'I.L.P. en Angleterre, etc., et renforcèrent à l'intérieur des partis social-démocrates les courants de gauche.

La formation et le développement de ces courants divers coïncida avec la faillite de l'Internationale Communiste, de ses fautes, de ses reniements et de ses trahisons sans appel. Aux yeux de toute une couche de plus en plus large, l'I.C. avait cessé d'être un pôle attractif. Démoralisés et déçus, dans tous les pays, des ouvriers jadis influencés par le communisme, de nombreux militants désorientés essayèrent de rechercher la voie révolutionnaire en se mettant sous la coupe des phraseurs impénitents à la Brandler, Maxton, Brockway, Pivert et consorts.

Les bolchevicks-léninistes encore faibles organisationnellement, ne pouvaient à l'époque avec leurs seules forces numériques créer un large courant favorable à leur plateforme politique.

Il s'agissait par conséquent pour eux de travailler en fraction à l'intérieur de ces courants centristes afin de les faire mûrir et de les faire évoluer sur les principes du marxisme-léninisme.

En 1934 on assiste, malgré une défense héroïque, à l'écrasement des ouvriers d'Autriche et des ouvriers d'Espagne.

En France, les événements du 6 février éclatèrent et redonnèrent une volonté de lutte considérable au prolétariat de ce pays.

Dans nos précédents articles, nous avons vu qu'à partir de cette époque on assista au sein de la Jeunesse Socialiste de France et des J.S. de la Seine surtout, à un bouillonnement, et à la naissance d'un courant encore faible politiquement, mais qui manifestait une volonté réelle d'action révolutionnaire, dénonçait la politique réformiste de collaboration des classes et comprenait encore bien confusément que le moment était venu de se démarquer de plus en plus nettement, idéologiquement et organisationnellement des chefs social-démocrates, des Blum, des Paul Faure et des Lebas.

Les Jeunesses Léninistes (bolchevicks-léninistes) ne pouvaient songer à travailler sérieusement et obtenir des résultats dans la Jeunesse communiste. Le régime intérieur des J.C. (et non seulement la répression bureaucratique, mais son succédané, l'inexistance quasi totale de vie politique sérieuse) rendait presque illusoire la possibilité de créer une fraction conséquente dans le mouvement stalinien et surtout d'entraîner par leurs seuls moyens de larges couches de jeunes.

La Jeunesse Socialiste restait donc pour les Jeunesses léninistes la formation la plus favorable pour y diffuser leur plateforme politique et par son régime intérieur libéral et par les premières manifestations d'opposition politique qui s'y révélaient.

Il était évident que l'influence gagnée dans les J.S. serait ensuite décisive non seulement pour le développement des idées bolchevicks-léninistes mais encore pour influencer une certaine couche de la jeunesse communiste.

Dans de telles conditions, il s'agissait avant tout de former une fraction qui, rapidement conquerrait une large base dans la J.S. et mènerait alors vers la rupture logique et inévitable d'organisation avec les tendances réformistes et conservatrices et se rapprocherait de plus en plus des bolchevicks-léninistes et fusionnerait avec eux.

Déjà un meeting commun avait été organisé entre les Etudiants léninistes et les Etudiants socialistes, un peu plus tard dans les premiers mois de l'année 1934, un meeting commun fut organisé entre les Jeunesses Léninistes et les Jeunesses Socialistes de la Seine, au sujet des jeunes antifascistes de Larren.

Nous verrons dans le prochain numéro les répercussions politiques de l'entrée des Jeunesses Léninistes au sein des Jeunesses Socialite S.F.I.O.

(A suivre.)

(1) Voir les numéros de la *Lutte Ouvrière* numéros : 34, 36, 38.

La lutte des Jeunesses Socialistes continue

Depuis les exclusions prononcées par le C.M.N. des Jeunesses Socialistes il y eut un flottement considérable au sein de l'Entente des J.S. de la Seine. Flottement dû en grande partie à la volonté très nette de l'aile pivertiste, d'être « souple », « habile » et d'attendre le Congrès National du Parti qui se tiendra dans deux mois à Marseille.

Tous ces camarades de la J.S. qui depuis de nombreux mois avaient fait un excellent travail se trouvent brusquement désemparés. Aucune directive de travail pratique, aucune action à entreprendre, aucune réunion publique organisée, pas d'affiches et papillons à coller, de tracts à distribuer ou La Jeune Garde *(organe des J.S. de la Seine) à diffuser. Les jeunes responsables de la* Gauche Révolutionnaire, *sous l'influence du misérable phraseur Pivert, sont désorientés, découragés, tournent en rond sans trouver d'issue.*

Alors qu'avec de la volonté et de l'audace on aurait pu faire un pas gigantesque dans la voie du regroupement révolutionnaire, on assiste à l'éparpillement des forces.

C'est ce qui explique d'une part un bon nombre d'adhésions enregistrées dans les cellules J.S.R. et d'autre part la formation dans plusieurs endroits de Groupes d'Unité Révolutionnaire *qui rassemblent en leur sein les militants les plus conséquents des J.S. qui viennent de rendre publique leur déclaration politique proposant un Congrès National d'Unification avec la J.S.R. pour la Pentecôte.*

(Cette déclaration publique est insérée dans notre numéro de *Révolution* qui vient de paraître.)

Lors de notre grande assemblée d'information organisée par les J.S.R. et les G.U.R., nous aurons la possibilité de développer notre position et de tirer en commun les leçons de nos expériences communes en dégageant les perspectives de lutte pour la jeunesse révolutionnaire.

J. S. R.

PUBLICATIONS POPULAIRES
SERVICE DES LIVRES DU P. O. I.

F. Adler. Encore un procès en sorcellerie	0	25
Par 10 ex.	2	»
Féd. des Techniciens. Les nationalisations	1	»
Victor-Serge. Destin d'une révolution	18	»
Ouvrages de L. Trotsky		
La révolution trahie	18	»
L'Internationale Communiste après Lénine	20	»
Où va la France , ...	7	»
La bureaucratie stalinienne et l5assassinat de Kirov.....	3	»
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	4	»
F. Adler. Un procès en sorcellerie	3	»
Lénine. L'Etat et la Révolution	4	»
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2	»
Thèses, manifestes et Résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20	»
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36	»
A. Gide. Retour de l'U.R.S.S.	6	»
C. Naville. A. Gide et le communisme	5	»

Compte chèque postal. Naville 1333-80. — *Paris.*

■ ■

Lisez dans le n° 3 (avril) de
«QUATRIEME INTERNATIONALE»
qui vient de paraître
J'ACCUSE !
par Léon Trotsky

Un discours lu au Meeting de l'Hippodrome de New-York. Une réplique décisive aux assassins de Moscou !

Au sommaire du même numéro:

Les massacres de Clichy (*Naville*). — Le stalinisme et le P.O.U.M. dans la Révolution Espagnole (*Held*). — Les Comités et la Révolution Espagnole (*Moulin*). — Discussion avec « Que Faire ? » Un premier bilan (*Rous*). — L'Afrique du Nord entre en lutte ((*R.*). — Révélations sur le 2e procès de Moscou. — Les livres, etc...
32 pages ..... 2 frs.

Abonnement : France, 1 an, 20 fr. 6 mois, 10 fr.
Etranger 1 an, 30 f. - 6 mois, 15 f.
Compte-chèque postal : Naville-1333-80 - Paris, 1', Passage Dubail. - Paris 10e.

AVIS

Camarade désirant compléter collection achèterait : *Correspondance Internationale* 1922 : Numéros 93. Supplément 20. — 1923 : 19, 20, 23, 63. — 1926 : 9, 16, 31, 32. — 1927 : 29, 49.

Bulletin Communiste : 1923 : 25, 28, 33, 34 et après 50.

1924 : 7, 22, 23, 25, 30, 45, 46 et après 47.

Faire offres à Guérin. « Publications Populaires », 130, rue du Château, Paris-14e.

Le Gérant, AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET,
27, rue de la Folie-Regnault, PARIS-XIe

NOTE aux CELLULES ET GROUPES DE PARIS ET DE PROVINCE

En vue d'une révision des convocations, prière d'adresser au Journal, par l'intermédiaire du B. P., les convocations que vous voulez voir régulièrement à cette place.

NOTE DE LA REDACTION

Prière aux camarades qui adressent des articles pour le journal d'écrire sur un seul côté de la page et... lisiblement.

Préparez-vous à diffuser le numéro spécial du 1er Mai.

Nous éditerons le 1erMai, un numéro spécial, contenant la position et les mots d'ordres centraux du P. O. I.

Préparez-vous à le diffuser. Les groupes de province et de Paris, doivent dès maintenant adresser les commandes.

★ ★

P.O.I.

TRESORERIE DE LA REGION PARISIENNE

Tous les *jeudis*, de 18 à 20 heures *au local.*

IIIe Cellule. — Tous les mercredis à 20 h. 30, 45, rue Turbigo.

Cellule du Ve. — Réunion jeudi, 9 heures, 29, rue Monge.

CELLULE DU Xe

Convocation : Mercredi à 21 h., au local. Présence indispensable.

P.O.I. Cellule 17e. — Tous les mercredis à la « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

CONVOCATIONS

15e RAYON
(14e et 15e cellules)

La première réunion du Rayon aura lieu le *Vendredi* 23 *avril* 1937, à 21 h., au local de la 15e cellule : 96, rue St-Charles.

Ordre du jour :

1° Organisation du travail de rayon.
2° Discussion politique. Sujet : Où va le F.P. ? Notre programme d'action. L'Unité Révolutionnaire.

Présence obligatoire.

XIXe Rayon. — Tous les vendredis à 21 heures, aux « Editions Po-

XXe Cellule. — Le vendredi à 20 h. 30, réunion cellule, 44, rue du Borrego. Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, rue du Borrégo pour vente du journal.

BANLIEUE

CHOISY-LE-ROI. — Permanence tous les dimanches matin, 10 heures à midi, au café, 9, rue Carnot.

SAINT-DENIS. — Tous les jeudis, à 21 heures, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion cellule.

Sceaux. — Tous les mardis réunion de cellule à 20 h. 45. Lieu habituel.

JUVISY-SUR-ORGE. — Les journaux *La Lutte Ouvrière* et *Révolution* sont en vente au kiosque, face la gare, côté mairie, à Juvisy.

CELLULE DE LEVALLOIS. — *Levallois* : réunion mercredi à 20 heures 30, chez Jean-Jean, 73, rue de Valier.

PROVINCE

NOUZONVILLE. — Pour tous renseignements, écrire à Michon, à Levrézy et à Marchal, à Nouzonville

MARSEILLE. — Rayon P. O. I. Permanence tous les dimanches, de 11 heures à midi, Civette Noailles, 16, Marché des Capucines.

LYON. — P. O. I., permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger (à 15 minutes de la gare de Perrache). Réunion du rayon tous les vendredis au même lieu.

TOULON. — Permanence tous les samedis à partir de 20 heures, à la Vivette Louis, Place Puget.

AMIENS. — Permanence au Foyer du Front populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 à 20 heures.

Lille. — La Lutte Ouvrière est en vente au débit de tabacs de la rue Neuve. Permanence le jeudi de 18 à 19 heures au 4, place Sébastopol.

NIMES. — La *Lutte Ouvrière* est en vente régulièrement au *Tabac-Journaux*, 38, boulevard Victor-Hugo. *Tabac-Journaux*, 80, boulevard Gambetta.

VILLEURBANNE. — *La Lutte Ouvrière* est en vente, Papeterie 42, rue Flachet et Papeterie 10, rue Paul-Verlaine, et kiosque Gratte-Ciel.

Réunion cellule, 20 h. 30, chaque jeudi, Café Boule Pressensé, 149, rue F.-de-Pressensé.

J.S.R.

COMITE REGIONAL PARISIEN.

— Tous les mardis, 21 heures, au local.

IVe Cellule. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XIIe Cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIIIe Cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

J. S. R. 17e *Cellule, Batignolles.* — Tous les jeudis « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

J. S. R. 17e *Cellule, Epinettes.* — Tous les vendredi (même adresse).

XIXe Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19e). *Rendez-vous :* Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6, place du Combat (19e).

XXe Cellule. — Tous les mercredis, 44, ru de Borrégo.

COLOMBES. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

LYON. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger.

Pionniers Rouges

Pionniers rouges : Permanence centrale tous les samedis à partir de 14 h. 49, faubourg St-Martin.

Collectif 19e : Réunion tous les jeudis à 8 h. 30, 152, avenue Jean-Jaurès.

Collectif 13e : Réunion jeudi à 8 h. 30 96, rue St-Charles (15e)